RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Institut National du Cancer

LE POINT SUR

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET PRÉVENTION DES CANCERS

Comprendre les besoins des citoyens pour mieux agir

NOVEMBRE 2026

Dans le cadre de son action auprès des collectivités territoriales, l'Institut national du cancer a mené une enquête sur les besoins et attentes en matière de prévention santé, en interrogeant à la fois les citoyens et les représentants des collectivités. Cette fiche met en miroir leurs regards et en présente les principaux résultats.

PERCEPTION DES CITOYENS, LES CHIFFRES CLÉS

PRÈS DE
80 %
DES CITOYENS CONSIDÈRENT QUE LES ÉLUS LOCAUX ONT UN RÔLE À JOUER POUR LA PRÉVENTION EN SANTÉ

52 %
DES CITOYENS DÉCLARENT QUE LA PLACE DE LA SANTÉ DANS LES PROGRAMMES POLITIQUES DE LEURS COLLECTIVITÉS INFLUENCE LEUR VOTE AUX ÉLECTIONS

6/10
PLUS DE 6 CITOYENS SUR 10 JUGENT INSUFFISANTES LES ACTIONS MENÉES PAR LEUR COLLECTIVITÉ EN FAVEUR DE LA SANTÉ DE LA POPULATION

La santé est étroitement liée aux conditions dans lesquelles chacun naît, grandit, vit, travaille et vieillit. Ces conditions peuvent **expliquer jusqu'à 80 % de l'état de santé individuel**. Tout aménagement du territoire, toute politique publique locale (sociale, éducative, environnementale, économique, urbanistique, etc.) exerce une influence positive ou négative sur la santé des administrés et donc sur la prévention des cancers. **Aussi, les administrés sont attentifs à l'engagement de leurs élus, reconnus comme des acteurs centraux pour favoriser des environnements de vie favorables à la santé.**

PERCEPTIONS ET PRIORITÉS : UN DÉCALAGE DE VISION ENTRE CITOYENS ET ÉLUS

Bien qu'un consensus existe sur la nécessité d'agir, les priorités diffèrent nettement entre la population et ses représentants locaux. Lorsqu'ils sont interrogés sur leurs inquiétudes majeures, **le cancer est cité par 64 % des citoyens (76 % chez les 18-24 ans) contre seulement 32 % des représentants communaux**, plus préoccupés par la sédentarité (33 % contre 12 % pour le grand public) ou les addictions (28 % contre 16 %).

S'agissant des priorités d'action sur leur lieu de vie, les citoyens placent en tête **la lutte contre les polluants environnementaux et les substances cancérigènes** (57 % en font un enjeu majeur, et 31 % l'action la plus urgente).

Penser à l'impact que produisent les politiques territoriales sur la santé de ses concitoyens à moyen et long termes, c'est considérer la santé comme une source de développement social et économique tant pour la collectivité que pour ses habitants. Rechercher les cobénéfices induits par les politiques publiques mises en place sur le territoire, c'est favoriser une société cohérente où les actions ne se nuisent pas entre elles et demeurent favorables à la santé de chacun.

Viennent ensuite la lutte contre l'obésité et le surpoids (41 %) ainsi que la promotion de l'activité physique (39 %). Les collectivités inversent ce classement, plaçant la promotion de l'activité physique et la lutte contre la sédentarité au premier rang (64 %), suivies par l'alimentation équilibrée (56 %) et la lutte contre les polluants et les substances cancérigènes (36 %).

UN BESOIN D'ENGAGEMENT ET DE COMMUNICATION RENFORCÉ

L'enquête met également en lumière un **important décalage de perception entre la population et les élus**. Alors que 7 collectivités sur 10 estiment en faire suffisamment pour la santé et que 72 % des communes se jugent dynamiques dans ce domaine, plus de 6 citoyens sur 10 considèrent les actions menées insuffisantes. Cet écart souligne l'importance de **renforcer les actions de communication et les démarches de concertation.** Moins de 3 administrés sur 10 ont le sentiment d'être consultés ou associés à la construction des projets et seuls 41 % des citoyens trouvent leurs élus attentifs aux sujets de santé publique.

Sur le terrain, **les actions engagées mériteraient une meilleure mise en visibilité afin de valoriser pleinement leur portée** : 20 % des personnes interrogées affirment qu'aucune action n'a été menée sur leur territoire au cours des deux dernières années et 34 % admettent l'ignorer. Pourtant, 89 % des collectivités territoriales déclarent déployer des initiatives, principalement axées sur la sensibilisation, des actions ciblées ou des soutiens logistiques et financiers.

Pour combler cet écart, les collectivités ont tout intérêt **à prendre en compte les attentes de leurs concitoyens, à faire preuve d'inventivité pour les impliquer directement et à mieux communiquer sur les actions réalisées**.

DES LEVIERS CONCRETS POUR PROMOUVOIR DES ENVIRONNEMENTS SAINS

Pour accompagner les élus dans la mise en œuvre de politiques territoriales favorables à la santé, **plusieurs actions ciblées permettent d'agir directement sur le cadre de vie** : le déploiement d'Espaces sans tabac, la régulation des débits de boisson, la promotion des mobilités actives (marche, vélo), la création d'espaces apaisés ou végétalisés, l'amélioration de l'offre alimentaire en restauration collective, la protection contre les pollutions ou les UV et l'accessibilité aux dépistages et aux soins.

L'Institut national du cancer met à disposition des collectivités, sur cancer.fr, des ressources gratuites.

POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez sur **cancer.fr,** le site de référence sur les cancers, la démarche « Collectivités et prévention des cancers », rubrique « S'engager à nos côtés », où sont mis à disposition :

- La brochure et le guide pratique, **Promotion de la santé, prévention des cancers et aménagement des territoires**
- Le guide pratique, **Comment financer des projets favorables à la santé ?**
- L'espace ressources à destination des collectivités territoriales

L'ENQUÊTE BVA : MÉTHODOLOGIE

Menée auprès d'un échantillon national représentatif de la population française (hors DROM), l'enquête BVA était composée de 1 000 personnes âgées de 18 ans ou plus, interrogées entre le 22 et le 28 avril 2022. Dans les collectivités territoriales, 423 interviews ont également été réalisées auprès de communes, EPCI, conseils départementaux et régionaux, du 7 avril au 23 mai 2022. Dans un souci de représentativité, les résultats ont été redressés suivant certaines variables.